

Brochure n° 3262

Convention collective nationale

IDCC : 1621. – RÉPARTITION PHARMACEUTIQUE

ACCORD DU 23 JUIN 2016

RELATIF AUX SALAIRES MINIMA AU 1^{ER} JANVIER 2016

NOR : ASET1650781M

IDCC : 1621

Entre

CSRP

D'une part, et

FCE CFDT

CFE-CGC chimie

CMTE CFTC

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Après avoir abordé la question des salaires lors des réunions paritaires du 4 février, 22 mars et 13 mai 2016, les partenaires sociaux de la branche ont rappelé leur intention commune de revaloriser la grille des rémunérations mensuelles brutes minimales garanties dans la branche de la répartition pharmaceutique.

Les discussions ont conduit à une revalorisation de la grille des rémunérations mensuelles brutes minimales garanties pour 2016, formalisée dans le cadre du présent accord.

Article 1^{er}

Champ d'application

Cet accord est applicable aux entreprises relevant du champ d'application tel que défini par l'article A.2 de la convention collective nationale de la répartition pharmaceutique.

Le présent accord remplace l'accord du 25 juin 2014. Il devient l'annexe VI de la convention collective nationale du 7 janvier 1992.

Article 2

Evolution de la grille des rémunérations mensuelles brutes minimales garanties de la branche de la répartition pharmaceutique

Une nouvelle grille des rémunérations mensuelles brutes minimales garanties, pour 151,67 heures, est annexée au présent accord. Elle résulte des augmentations accordées au titre de la recommandation patronale de 2015 et de la négociation annuelle obligatoire de 2016.

2.1. Au titre de la recommandation patronale du 6 mai 2015

La négociation annuelle obligatoire de 2015 sur les salaires de branche n'avait pas permis d'aboutir à un accord.

Une recommandation patronale pour l'année 2015 avait donc été émise. Elle consistait en une augmentation, au 1^{er} mai 2015, de 0,2 % de la grille des rémunérations mensuelles brutes minimales garanties applicable depuis le 1^{er} mai 2014. L'augmentation de la grille au titre de l'année 2016 est calculée sur la base de la grille de l'année 2015.

2.2. Au titre de la négociation annuelle obligatoire 2016 sur les salaires

La grille des rémunérations mensuelles brutes minimales garanties pour 2016 sera augmentée de 0,8 % au 1^{er} janvier 2016.

Article 3

Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes

A l'occasion de cette négociation, les partenaires sociaux de la branche ont été amenés à étudier le rapport sur l'égalité professionnelle hommes-femmes 2015 (données 2014) dans la branche de la répartition pharmaceutique.

Les signataires rappellent que, conformément à l'article 3 de l'accord du 9 février 2005 relatif à la mixité et à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans la branche de la répartition pharmaceutique, il appartient aux entreprises et aux représentants du personnel de faire le bilan des éventuels écarts de rémunération constatés dans l'entreprise.

Il appartient également aux entreprises de corriger ces écarts de rémunération constatés à un même niveau de responsabilités et/ou de compétences et/ou de connaissances et/ou d'expériences.

Les signataires du présent accord considèrent que la correction de ces éventuels écarts de rémunération entre les femmes et les hommes est un élément essentiel de l'équité dans les politiques salariales.

Article 4

Durée de l'accord et entrée en vigueur

Cet accord est conclu pour une durée indéterminée. Il prendra effet à compter de l'accomplissement des formalités de dépôt.

Article 5

Formalités de dépôt et demande d'extension

Conformément aux articles L. 2231-6, D. 2231-2 et D. 2231-3 du code du travail, le présent accord sera déposé à la direction générale du travail (dépôt des accords collectifs, 39-43, quai André-Citroën, 75902 Paris Cedex 15), et remis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

Les parties signataires conviennent de demander au ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social l'extension du présent accord.

Fait à Paris, le 23 juin 2016.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE

Grille des rémunérations mensuelles brutes minimales garanties au 1^{er} janvier 2016

(En euros.)

COEFFICIENT	JANVIER 2016 Rémunération mensuelle brute minimale garantie (pour 151,67 heures)
135	1 483,79
140	1 503,25
145	1 522,72
150	1 542,18
155	1 561,63
160	1 581,09
165	1 600,56
170	1 620,03
175	1 639,48
180	1 658,97
185	1 678,41
190	1 697,87
195	1 717,33
200	1 736,80
205	1 763,27
210	1 789,77
215	1 816,24
220	1 842,72
225	1 869,22
230	1 895,70
235	1 922,20
240	1 948,68
250	2 023,73
260	2 098,81
270	2 173,86
280	2 248,94
290	2 324,00
300	2 399,08
330	2 624,30

COEFFICIENT	JANVIER 2016 Rémunération mensuelle brute minimale garantie (pour 151,67 heures)
360	2 849,51
400	3 166,11
450	3 525,14
500	3 900,46
550	4 275,83
600	4 651,17
700	5 426,37
800	6 152,56